

Politique économique

sont mille fois supérieures aux mises de fonds initiales, mais cette idée n'a jamais pénétré l'esprit des députés qui siègent à ma gauche.

Plus tôt aujourd'hui, le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) à éloquemment critiqué le chômage au Canada et pris à parti ce bastion de l'entreprise privée qu'est la Colombie-Britannique, cette province qui vient finalement de rejeter le voile du socialisme. Il a dit que le chômage en Colombie-Britannique était tout simplement effarant. Il ne s'est manifestement pas donné la peine de consulter les chiffres de Statistique Canada, car il aurait constaté que cette province comptait 7,000 chômeurs de moins le 19 février 1977 et qu'elle jouit du plus fort niveau d'embauche au Canada. Je me demande ce que le NPD trouvera à répondre à cela.

Je me souviens d'une petite scierie de Jenpeg, au Manitoba, qui produisait les rondins Jenpeg. Dieu sait si les gens du Nord ont besoin de ces rondins pour construire leurs maisons. Un jour, le gouvernement de la province a eu maille à partir avec l'entreprise privée. Il a tout bonnement décidé que c'était lui qui allait exploiter la scierie de Jenpeg et qu'il l'exploiterait mieux que l'entreprise privée avait su le faire. Puis il a placé l'une de ses créatures politiques à la direction. Il a ensuite embauché 14 travailleurs pour faire le travail de cinq, et toute l'entreprise est allée à la catastrophe. Elle lui a filé entre les doigts. Les niveaux d'imposition au Manitoba sont les plus élevés du Canada. Monsieur l'Orateur, les impôts y sont plus élevés que nulle part ailleurs au Canada.

● (2140)

Voilà pourquoi, par exemple, la Saskatchewan éprouve certaines difficultés. Le gouvernement ne fait même pas vérifier ses livres de comptabilité. Les divers ministères étaient censés faire vérifier leur livres comptables. Le premier ministre de la Saskatchewan a déclaré avant les récentes élections partielles qu'on avait vérifié les livres. Ils ne l'avaient pas été du tout. Voilà soudain que le premier ministre de la Saskatchewan se voit couvrir de ridicule, ce qui n'a rien d'inhabituel pour les néo-démocrates. Il a découvert qu'il n'avait pas fait vérifier sa propre comptabilité.

Passons aux occasions d'emploi créées en Colombie-Britannique.

M. Symes: Parlez-nous d'Ocean Falls.

M. Brisco: J'y arrive à l'instant. Il s'agit d'une vieille usine de pâte et papier sur la côte ouest de la Colombie-Britannique. L'entreprise privée qui exploitait cette usine ne faisait pas un traître sou. En fait, elle perdait de l'argent. Il aurait fallu y mettre beaucoup d'argent pour l'exploiter efficacement. Le gouvernement Barrett en prit le contrôle et la fit fonctionner. Tant mieux pour lui! Je veux bien offrir des félicitations lorsqu'elles sont méritées. Toutefois, comment peut-on comparer le sort d'une petite usine de pâte et papier de la côte ouest de la Colombie-Britannique et le désastre dont est victime l'industrie minière de la Colombie-Britannique? Des milliers de travailleurs ont été congédiés suite aux politiques stupides du ministre néo-démocrate des Mines, M. Leo Nimsick. Il a mis la clé à la porte de l'industrie minière de la Colombie-Britannique.

Ma circonscription de Kootenay-Ouest est riche en ressources minières. Est-ce qu'on les extrait? Non, plus maintenant. Qu'est-il advenu de l'exploitation minière dans l'est de Kootenay? Où sont les mineurs? Ils sont rendus au Cap-Breton, à

[M. Brisco.]

Terre-Neuve, dans l'Île-du-Prince-Édouard, partout dans les provinces Maritimes. C'est là que les sociétés minières cherchent du minerai. Elles sont allées dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon. Elles savaient pertinemment qu'il ne servait à rien de chercher du minerai en Colombie-Britannique compte tenu des politiques fiscales régressives du gouvernement néo-démocrate.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Le député peut continuer avec le consentement unanime.

Des voix: D'accord.

Une voix: Non.

M. Brisco: Je vous remercie, monsieur l'Orateur.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. J'ai entendu distinctement un «non». Le député de Sault-Sainte-Marie (M. Symes) a la parole.

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, au cours de ce débat sur l'état de l'économie, j'aimerais consacrer les quelques minutes qui nous restent au problème du chômage. Comme la plupart des Canadiens le savent, nous avons aujourd'hui, sous le gouvernement libéral actuel, le pire chômage qu'ait connu le pays depuis la grande dépression des années 30: nous avons plus de un million de chômeurs et seulement environ 37,800 emplois à pouvoir. Nous savons qu'à peu près 13 p. 100 de la population active est sans emploi. Ces chiffres ne tiennent pas compte de ceux que Statistique Canada passe sous silence.

Quelles sont les caractéristiques du chômage d'aujourd'hui? J'aimerais concentrer mon attention sur ce point. Le chômage chez les femmes est plus élevé que chez les hommes. Nous constatons qu'aujourd'hui les femmes constituent environ 40 p. 100 de la population active au Canada, ce qui fait environ quatre millions d'emplois. Les femmes représentent à peu près 40 p. 100 des chômeurs.

Nous constatons aussi que le chômage est démesurément élevé chez les jeunes: 46 p. 100 de nos chômeurs, au Canada ont moins de 25 ans.

Le chômage est bien plus élevé encore dans certaines régions du Canada, notamment dans les provinces de l'Atlantique, au Québec, dans le nord de l'Ontario et le nord de la Colombie-Britannique.

J'ai déjà parlé du problème du chômage, de ses causes et de ses solutions. Aujourd'hui, j'aimerais surtout m'attarder au chômage chez les femmes et les jeunes. Il est déplorable de constater que ce sont les femmes qui sont les plus mal payées et habituellement les premières mises à pied en période de difficultés économiques. Elles sont victimes de discrimination au niveau des offres d'emploi et souvent elles sont moins rémunérées que les hommes pour un travail identique.

Pour les femmes, notamment dans ma région du nord de l'Ontario, les occasions d'emplois se limitent presque à des emplois dans les services, comme serveuses, commis, secrétaires ou infirmières.

Bien des femmes aujourd'hui ne se contentent plus du rôle de maîtresse de maison. Elles veulent aspirer à une carrière qui leur apporte l'épanouissement. Les temps ont changé, les attitudes aussi, tout comme le degré de scolarisation des femmes d'ailleurs.

Nous constatons de plus que, grâce à leur compétence, des femmes assument des fonctions qui favorisent la bonne marche